



XXXV^e SESSION
Paris, 3 au 6 juillet 2009

* * *

Commission de la coopération et du développement

RAPPORT

établi en application de l'article 12.7 du règlement et présenté à la Commission

par

M. Mohamed Najib BOULIF (Maroc)

et

M. Alioune SOUARE (Sénégal)

Co-Rapporteurs

sur

La crise alimentaire et la hausse des prix

La crise alimentaire et la hausse des prix.

Plan proposé:

Introduction

I- Etats des lieux/ faits.

II- Causes/ Origines de la crise.

III- Propositions d'Eléments de Sortie de crise.

Introduction :

La généralisation de la hausse des prix des aliments de base et des denrées de première nécessité dans la plupart des pays du monde, et ceux en voie de développement essentiellement, est le résultat du processus de la mondialisation et de l'interconnexion planétaire. La hausse a accru le risque de famine et a exposé les populations pauvres à la malnutrition, ce qui a conduit à plusieurs manifestations autour de la planète. On a même constaté en 2008 que l'ampleur et la gravité de la crise étaient tels qu'un certain nombre de pays ont frôlé l'instabilité politique, économique et sociale, suite aux « émeutes de la faim », qui se sont multipliées, et qui ont pris de plus en plus de violence, comme au Sénégal, en Egypte, au Cameroun, à la Côte d'Ivoire, au Burkina-Faso, et à Madagascar en Afrique, voire en Malaisie et aux Philippines en Asie, ou même en Bolivie, au Pérou et en Haïti sur le continent américain. Dans ce dernier pays, le gouvernement a été contraint de succomber aux émeutes sanglantes. Cette colère populaire des "ventres creux", a effectivement constitué au milieu de l'année 2008 une menace sans égal pour la stabilité de certains de ces pays, ce qui a nécessité l'adoption d'une batterie de mesures urgentes pour contenir les prix (vente des biens subsidiés, utilisations des caisses de compensation étatiques, baisse ou suspension des taxes à l'importation, limitation des exportations, prohibition de l'exportation du riz par exemple, imposée par la Chine, la Thaïlande, l'Inde, le Vietnam, le Brésil ou l'Egypte, etc.).

Sur le plan micro-économique, la crise alimentaire a poussé les ménages précaires des pays en développement, essentiellement africains, à redoubler d'efforts pour joindre les deux bouts. Pour nourrir toute la famille, certains ont sacrifié la quantité ou la qualité des produits qu'ils achetaient, d'autres ont mis à contribution leurs enfants, qu'ils ont lancé sur le marché du travail... Cependant, nous pouvons constater que, derrière ce mouvement populaire de masse et ces changements des habitudes de consommation, la crise alimentaire était la conséquence de tendances lourdes manifestant la marginalisation croissante des agricultures vivrières au profit des monocultures d'exportation, ce qui a entraîné une dépendance accrue des pays pauvres vis-à-vis des marchés internationaux, et a reposé à nouveau la question fondamentale de la Souveraineté et l'indépendance alimentaire?

En observant l'autre facette de la crise alimentaire, certains analystes très optimistes avancent que la crise pourrait être bénéfique à moyen terme pour certains pays en développement, une sorte d'opportunité qu'il faudrait saisir pour revoir et rebâtir des modèles de croissance propres. Les idées d'une « révolution agraire », d'un retour aux nationalisations et de « plus d'Etat » dans le champ économique et financier sont de retour.

I- Etat de la situation :

La crise des subprime a obligé les investisseurs et les spéculateurs à trouver des alternatives à leurs placements pour dégager des plus-values compensatoires. C'est ainsi que le marché de l'énergie et celui des produits agricoles ont été assaillis par une forte demande spéculative, entraînant dans son sillage le renchérissement des prix des produits pétroliers et des denrées alimentaires. Dans ce contexte mondial morose, les hausses des prix se propagent en chaîne aux différents pays africains, touchant de plein fouet leur économies qui restent liés et dépendants des marchés mondiaux. La hausse des prix des transports, du fret, de l'assurance, ainsi que la généralisation de l'incertitude n'ont fait qu'aggraver la situation, en augmentant les prix sur les marchés régionaux des produits locaux substituables, et concurrents, dans les pays africains dépendant des importations. C'est ainsi qu'en Côte d'Ivoire, au Nigéria, au Sénégal, en Somalie, au Soudan, en Ouganda, en Ethiopie, au Mozambique, les prix du blé, du maïs, ont augmenté entre 50-100% en mars 2008, sur un an. Cette même tendance a été observée aux Philippines, au Sri Lanka, au Bangladesh, au Tadjikistan, en Arménie et en Haïti où les prix du riz et de la farine ont atteint des sommets ahurissants. Dans l'absolu, les prix de la tonne de blé sont passés de 170 à 400 dollars entre mars 07 et mars 08, la tonne du riz a atteint en avril 08 700 dollars alors qu'elle ne coûtait que 300 dollars un an auparavant. Pour la tonne de poudre de lait, elle est passée de 2125 dollars en avril 06 à 4550 dollars deux ans après... En parallèle à ces hausses, le baril de brut a vu son prix atteindre 147 dollars en juillet 2008, contre 45 dollars un an auparavant.

Ces différentes hausses ont poussé la plupart des hauts responsables politiques à faire des déclarations alarmantes. Selon S.S. Kahn, directeur général du FMI, Si la hausse progresse à ce rythme-là, « les conséquences seraient terribles », il a même ajouté que « comme nous l'avons appris dans le passé, ce genre de situations finit parfois en guerre ». Quant à Louis Michel, commissaire européen à l'Aide humanitaire, il a estimé que la hausse des prix des produits alimentaires, ce « choc alimentaire mondial », sur le continent africain pourrait être la cause « d'un véritable tsunami économique et humanitaire ». Un « tsunami silencieux » provoqué par la hausse des prix alimentaires risque de plonger dans la famine des dizaines de millions de personnes supplémentaires, surtout que le monde a consommé plus qu'il n'a produit ces trois dernières années. En moins d'un an, les augmentations des prix des produits alimentaires ont été de l'ordre de +60%.

Cependant, ce qu'il faut remarquer, c'est que les conséquences de cette crise alimentaire planétaire sur les pays ne sont pas les mêmes. La banque mondiale a estimé au tout début de la crise que 33 pays étaient très exposés et connaîtront certainement des troubles politiques et des désordres sociaux. De son côté, La FAO, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, évaluait ce nombre à 37 pays, africains pour la plupart. Cela est dû essentiellement au fait que ce sont les plus pauvres et les moins développés qui devaient subir les conséquences. En effet, dans les pays les plus pauvres, le budget alimentaire constitue déjà plus de 70% du budget total d'un ménage (contre 10-20% dans les pays développés). D'ailleurs, si l'on prend l'exemple de l'Afrique de l'Ouest, on observe que 60% de sa population vit avec moins d'un dollar par jour¹, ce qui signifie que le doublement des prix alimentaires de ces trois dernières années entraînera l'aggravation de la pauvreté de pas moins de 100 millions d'Africains des pays à bas revenus.

L'analyse des conséquences de la crise alimentaire sur l'Afrique peut être faite d'une autre manière, en suivant la nature de la consommation dans certaines de ses régions. En effet, en observant la plupart des pays du Sahel africain par exemple, on arrive à la conclusion qu'il y prévalait déjà une sous-nutrition excédant 10%. Pour les nombreux ménages qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, les dépenses alimentaires représentent les deux tiers des revenus. Dans l'état actuel de la crise alimentaire, cela signifie une nouvelle pression sur ces ménages, ce qui entraîne une plus grande vulnérabilité et crée des tensions familiales énormes, avec toutes les conséquences possibles sur la constitution des ménages eux-mêmes. D'ailleurs la vie devient de plus en plus chère dans la plupart des grandes villes des pays émergents en général, et africains en particulier, surtout

¹ Rapport de la CEDEAI-UEMOA : « l'intégration régionale au service de la croissance et de la réduction de la pauvreté en Afrique de l'Ouest », septembre 2006.

dans les grandes métropoles, comme Lagos –capitale économique du Nigéria- ou Douala – capitale économique du Cameroun-par exemple, qui détiennent la palme des villes les plus chères d’Afrique, en arrivant respectivement à la 30^è et 34^è positions dans le classement des 177 cités les plus chères du monde, réalisé par une étude annuelle du cabinet américain Mercer, et qui s’appuie sur la comparaison du coût de la vie pour un panel des prix de 300 produits, notamment l’alimentation, le logement et les transports².

D’ailleurs cela peut entraîner des changements dans les habitudes –individuelles mais aussi nationales- de consommation. C’est le cas par exemple en Côte d’Ivoire qui produit plus de semoule de manioc pour l’exporter au Mali, de même que le Sénégal qui se voit obligé d’accroître sa consommation de couscous de fonio et de mil, au lieu d’utiliser le couscous de blé, devenu plus cher. De l’autre côté, la crise pousse certains ménages à diminuer la qualité des produits alimentaires consommés, certains autres ménages diminueront la quantité de leurs achats, voire même qu’ils ne consommeront qu’un repas principal par jour ou élimineront les viandes et les légumes chers de leurs plats. Dans bon nombre de pays, l’augmentation des prix du riz a orienté les consommations vers le mil, le maïs ou le sorgho. On peut aussi s’orienter vers plus d’emprunts pour soutenir la demande du ménage, comme on peut recourir aux différentes formes de solidarité familiales et communautaires.

Mais en plus de ces changements d’habitudes de consommations, la crise alimentaire a été à l’origine d’un début d’ « immigration alimentaire ». En effet, on a enregistré dans les zones rurales où les revenus étaient les plus bas une grande mobilité géographique selon les ressources et les opportunités, allant de l’exode simple à l’immigration vers d’autres pays. Les statistiques des refoulements aux frontières et des arrêts des embarcations de fortune ont atteint leur paroxysme au plein milieu de la crise alimentaire de l’année dernière. Cela a quand même évité le pire, auquel pensaient certains analystes, les conflits inter ethniques et interrégionaux pour le contrôle des terres.

Cependant, l’une des questions qui reste énigmatique est de savoir : si le phénomène est planétaire, pourquoi il touche plus durement les populations africaines? La connaissance des causes de la crise pourrait peut-être lever cette énigme ?

² Voir le communiqué de Cabinet Mercer : A l’exception de Lagos qui a progressé de 7 places pour occuper la 30^{ème} place, Dakar est passée de la 33^{ème} place en 2007 à la 37^{ème} en 2008. De même qu’Abidjan qui quitte le top 50 des villes les plus chères, elle est devenue la 51^{ème} la plus chère du monde (35^{ème} en 2007). La ville où le porte-monnaie souffre le moins est Johannesburg-JO’Burg en Afrique du Sud (140^{ème} place).

II- Origines de la crise:

De multiples causes se sont conjuguées pour imprimer la tendance récente de la hausse des prix de première nécessité, enclenchée depuis 7/8 ans. C'est ainsi qu'à côté des facteurs conjoncturels, on trouve d'autres qui sont d'ordre structurels :

- 1- **Augmentation de la population et ses effets sur la hausse de la consommation:** Il apparaît évident que la hausse de la population constitue un élément de taille pesant sur la hausse de la demande alimentaire, l'offre étant incapable de suivre, cela crée une tension sur les prix. D'ailleurs, d'après les [statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture](#), 852 millions d'hommes, de femmes, et d'enfants souffrent de faim chronique dans le monde. Selon une étude de la CEDEAO³, il faut augmenter en moyenne les productions alimentaires de 10% dans la région de l'Afrique de l'Ouest par exemple tous les trois ans pour que l'offre réponde à la croissance de la demande inhérente à l'accroissement de la population ; cela sans tenir compte de l'amélioration de la qualité de vie de la population.

Tableau 1 : Population mondiale 2003 et 2025-(en millions).D'autres statistiques sont disponibles...-

Pays	Population en 2003	fécondité (enfants/femme)	Population en 2025
Monde	6314	2,8	7907
Algérie	31,7	2,8	42,8
Nigéria	133,9	5,8	206,4
Afrique du sud	44	2,8	35,1
Thaïlande	63,1	1,7	72,1
Inde	1068,6	3,1	1363
Chine	1288,7	1,7	1454,7
Japon	125,5	1,3	121,1
États-Unis	291,5	2,0	351,1
Canada	31,6	1,5	36

³ Mémoire préparé par la CEDEAO et le CILSS, Mai 2008.

Russie	145,5	1,3	136,9
France	59,8	1,9	63,4
Allemagne	82,6	1,3	78,1

Tableau 2 : Effets de la croissance de la production et de la consommation :
Cas de la Chine.

Taux croissance au mois d'octobre 2007 : Produits de Consommation courante : + 24,1%,
Electroménager : +23,7%, Vêtements : + 15%, Portables : + 29,6%...

Production voitures en Chine: 320 000 en 1995, 2.6 millions en 2005.

Lait : La consommation des Chinois a presque triplé en sept ans

Papier : les importations chinoises en recyclé ont été de 3.1 millions de tonnes en 1996, et de 19.6 millions de tonnes en 2006.

Céréales : en 2007, 2 fois plus qu'en 1980. Si la consommation se rapproche du niveau européen, la Chine aura besoin de 40% des céréales mondiales.

- 2- **Déséquilibre entre Offre et demande** : Tout le monde pointe du doigt la hausse de la demande des puissances émergentes comme la Chine, l'Inde ou le Brésil. En effet, pendant ce siècle, émerge une classe moyenne importante dans ces pays du fait de l'ouverture orientée et de l'augmentation des salaires. Cela a entraîné un changement progressif dans les habitudes de consommation, et d'alimentation essentiellement, dans le sens d'une « occidentalisation ». On s'intéresse ainsi à augmenter la consommation de viande par exemple, et à dépenser de l'argent pour les biens non traditionnels, ce qui entraîne l'augmentation de la demande sur ces produits et draine l'offre vers ces nouveaux pays, au détriment des autres, qui voient leur part dans la consommation baisser.

Tableau 3 : PIB et Consommation :

Pays	PIB/tête en 2006	croissance de la Consommation
Chine	1367	30%
Inde	660	26%

Si On prend l'exemple du Blé, on observe que les stocks mondiaux ont représenté en 2007 deux mois de consommation mondiale seulement, ceux du soja ne dépassaient pas un mois, alors que ceux du riz étaient à leur plus bas niveaux depuis 1977 (rapportés à la consommation). D'ailleurs, on peut même relever que sur la saison 2006/07, la consommation mondiale de blé a dépassé la production de 7%.

Cependant, plusieurs indices favorables ont été détectés au niveau de la récolte exceptionnelle de riz en 2008, puisque la FAO tablait, dans son rapport de février 2009 « suivi du marché du riz », sur des résultats supérieurs aux prévisions, 683 millions de tonnes, soit 3.5% de plus qu'en 2007. Les pays Africains, eux aussi, verront leur production de riz augmenter de 18%, suite aux différentes actions de soutien des gouvernements et à l'utilisation améliorée de nouvelles semences qui ont un rendement élevé et plus résistants, en plus de l'accroissement de 2.2% des superficies cultivées. Cela aurait donc un effet positif sur la reconstitution des réserves mondiales de riz en 2009, qui pourraient atteindre 118 millions de tonnes, Ces transformations aideront certainement dans le sens d'une baisse des prix mondiaux de riz, élément très positif pour l'alimentation des populations du monde en développement.

- 3- **Limitation des stocks** : Certains pays, grands consommateurs, comme la Chine et le Japon par exemple, ont réagi aux premières hausses des prix en limitant leur stock à l'export, ce qui a entraîné une raréfaction des transactions sur le riz, et a orienté ses prix de plus en plus à la hausse. Des pays africains, comme le Nigéria, la Guinée, le Bénin, le Mali ou le Burkina-Faso ont réagi de même en interdisant l'exportation des produits alimentaires. D'ailleurs, ne sait-on pas que sur un marché tendu, le moindre faux pas aggrave la crise. « *Face à la crise, certains pays ont réagi en limitant les exportations ou en imposant des mesures de contrôle des prix. Ces initiatives ont faussé le fonctionnement des marchés et poussé les prix encore plus à la hausse* », a rappelé le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon lors d'un sommet mondial discutant des mesures d'urgence à prendre pour atténuer la crise.

Tableau 4 : Stocks de céréales disponibles (en jours de consommation) :

	1980/81	2007/08
Riz	70	60
Blé	90	60
Maïs	88	47

Source : USDA.

- 4- **Les différents changements intervenus au niveau du climat**, et qui ont entraîné un réchauffement de la planète, des sécheresses (en Australie, Nouvelle-Zélande et Ukraine par exemple), et des inondations, ont aggravé la situation, y compris pour les grands pays producteurs comme l'Australie et l'Union européenne, qui se sont vus obligés de réduire depuis quelques années leurs stocks agricoles. Il suffit de mentionner ici que les inondations en Amérique du Sud (en Argentine par exemple), ont entraîné l'endommagement de près de 40% de la récolte d'oléagineux de type colza utilisé dans la fabrication de l'huile, et servant de base à la nourriture animale...
- 5- **La hausse des coûts des intrants** : En effet, la hausse des prix des produits pétroliers a accru les coûts de production alimentaire et a orienté les coûts de transport à la hausse, réduisant ainsi la possibilité pour les petits revenus à accéder aux biens de première

nécessité, ce qui a pénalisé les cultures vivrières, peu rentables, au profit des cultures d'exportation.

- 6- **Le développement de la spéculation et la primordialité de la sphère financière sur la sphère réelle**: Nul doute que les lois régissant les marchés ne peuvent expliquer les hausses vertigineuses des prix des matières premières qui ont entraîné la récente crise alimentaire. Une hausse de l'ordre de 10% était tolérable et explicable par les jeux de l'offre et de la demande, or la spéculation est entrée en jeu, jonglant sur les marchés financiers, et orientant l'argent vers les investissements qui produisent des profits d'une manière rapide. Et puisque le domaine agricole n'en faisait pas partie, on a assisté à une fuite des capitaux qui s'est avérée inévitable. Toute la question est de savoir comment rendre confiance à cette sphère « réelle », qui semble être la plus sécurisante à long terme.
- 7- **La concurrence accrue sur l'affectation de la terre**: D'un côté, on observe que la concurrence du bétail devient de plus en plus rude au niveau alimentaire puisqu'en 2008, presque les deux tiers des terres cultivables de la planète sont dédiées à la nourriture de bétail –et non des humains-. La conséquence, c'est que certaines denrées agricoles, telles que le Soja, sont consacrées presque exclusivement à l'alimentation animale, ce qui pousse les humains à s'orienter vers d'autres produits alternatifs. D'un autre côté, on observe que la concurrence sur l'affectation des terres s'accroît, on doit de plus en plus procéder à des arbitrages entre les usages agricoles, les usages industriels et commerciaux, les usages urbains, l'installation des infrastructures de base, etc....
- 8- **La régression des superficies cultivées**: En effet, les terres cultivables ne cessent de décroître au moment où la population mondiale elle, augmente en nombre (elle passera de quelques 6.5 milliards de personnes en 2008 à plus de 9 milliards en 2050), et s'urbanise, avec tout ce que cela peut entraîner en terme d'amélioration de qualité de vie et d'augmentation des dépenses. D'ailleurs sur les 13.3 milliards d'hectares de surfaces émergées en 2005, 3.4 milliards sont des pâturages (près, savanes...), 3.9 milliards constituent des forêts et des zones boisées, 1.5 milliard seulement sont des terres cultivées (cultures et plantations), et les 4.5 autres milliards forment des déserts, des lacs, des villes et autres...D'ailleurs, si on regarde le potentiel des terres en Afrique de l'ouest par exemple, on trouve que les terres cultivables ne représentent que 236.04 millions d'hectares, dont seulement 55.45 millions sont cultivées⁴.
- 9- **Développement des Biocarburants ou agro carburants**: Le monde est en face d'un vrai défi environnemental, conjugué à une envolée des prix du pétrole, dont la variation reste sporadique et n'obéit pas aux fondamentaux du marché et aux lois de l'offre et de la demande. Cela entraîne plusieurs grands groupes industriels à rechercher des alternatives énergétiques au pétrole. On a ainsi pensé aux biocarburants ; des cultures dédiées aux carburants pour les voitures, et non plus pour les assiettes. Selon le FMI, 20 à 50% de la production mondiale de colza et de maïs ont été détournés vers la production de ces biocarburants au lieu de servir la consommation directe et la production alimentaire dans les pays en développement. En effet, cette nouvelle utilisation des terres cultivables a un effet direct sur l'offre alimentaire, qui se raréfie, entraînant dans son sillage la hausse des prix. monde. S'agissant des besoins en terre, on peut relever qu'en 2004, près de 14 millions d'hectares ont été utilisés au niveau mondial pour la production d'agro carburants, soit 1% du total des terres arables (essentiellement dans l'Union européenne, aux Etats-Unis, au Canada et en Amérique latine). Or cette situation va en s'aggravant selon les prévisions de la FAO, qui a dégagé deux grandes hypothèses qui peuvent se dessiner dans une vingtaine d'années en fonction des politiques appliquées :
 - Si les tendances actuelles demeurent inchangées, 34,5 millions d'hectares seront voués aux agro carburants en 2030, soit 2,5 % du total des terres arables.

⁴ Rapports de la FAO, Aquastat et Farm.

- Dans le cas où les pays adoptent les politiques en cours d'examen sur la sécurité énergétique et les émissions de CO₂, alors 52,8 millions d'hectares seront nécessaires à la culture d'agro carburants, soit cette fois 3,8 % du total des terres arables.

Sur ce constat, les avis sont presque unanimes, sauf pour l'un des gros pays utilisateur de ces biocarburants, qui est le Brésil, dont le président Luiz Inacio Lula da Silva, dont le pays est le second producteur mondial d'éthanol et le premier producteur d'alcool à base de canne à sucre, qui ne trouve pas de liens entre la hausse des prix des produits alimentaires et la production de biocarburants. « Aujourd'hui, il y a plus de gens qui mangent. Les Chinois mangent, les Indiens mangent, les Brésiliens mangent (...) et les gens vivent plus longtemps », pour lui c'est le nombre croissant de bouches à nourrir qui provoque la hausse des prix. « Je demande au monde entier de produire plus pour combler les besoins alimentaires sans provoquer l'inflation »...Avouons que le président ne répond pas à cette substituabilité alarmante. D'ailleurs, le secrétaire américain à l'Agriculture, Ed Shafer, disait que les biocarburants ne représenteraient environ que 3% de la hausse totale des prix alimentaires. Mais pour l'ONG Oxfam, l'impact réel s'élève à 30%. Une marge qui laisse le monde complexe.

- 10- **Politiques de développement erronées :** Tous les économistes « objectifs » pensent que les politiques de développement qui ont été imposées par les institutions internationales à la plupart des pays en développement, suite aux différents plans d'ajustement structurels, ont donné des résultats alarmants puisqu'elles ont nécessité le recours aux cultures d'exportation, très rentables, au détriment des cultures vivrières locales, et ce dans le but de remboursement des dettes...en contrepartie de certaines aides alimentaires, qui se sont tarées avec le temps.

III- **Propositions d'éléments de sortie de crise :**

Partant de l'idée qu'un peuple qui ne peut pas s'alimenter est un peuple condamné, on peut poser les questions suivantes, qui serviront de point de réflexion pour une possible sortie de crise:

1- Peut-on vivre des aides et des dons humanitaires pour éviter la crise?

Certains pays développés pensent que les aides et les dons octroyés aux pays en développement sont un élément important pour atténuer les effets de la crise alimentaire. Or cette idée ne peut être acceptable que si en parallèle, ces pays en développement lancent des plans de relance proactifs et structurels. D'ailleurs, la question qui se pose en ces temps de crise financière et économique : Peut-on se permettre le « loisir » de faire des dons/aides alors que les pays donateurs se trouvent devant de réels problèmes internes de croissance ? Les USA n'auront-ils pas un déficit abyssique supérieur à 1700 milliards de dollars en 2009 ? Le Japon, l'Allemagne ne sont-ils pas entrés en période de récession conjoncturel? Les monarchies du golfe n'ont-elles pas vu leurs recettes pétrolières fondre de plus de 200 milliards de dollars? Qui osera donc parler d'aides et de dons ?

D'ailleurs, au milieu de l'année 2008, tout le monde se voulait solidaire des pays en développement en général, et de l'Afrique en particulier:

- La Banque mondiale avait prévu de doubler ses prêts agricoles en Afrique par exemple, en les portant à 800 millions de dollars, et proposait aux fonds souverains de consacrer 30 milliards de dollars (soit 1% de leurs actifs) aux investissements en Afrique. Un an après, on pourrait douter de la consécration de ces vœux en ces temps de crise.

- Si les américains, premier pourvoyeur en aide alimentaire, avaient annoncé au milieu de 2008 le déblocage en urgence de 200 millions de dollars d'aide alimentaire, s'ajoutant aux 700 millions de dollars qui devaient être débloqués par le Congrès, pour un total d'aide alimentaire d'urgence qui pouvait se monter à près d'un milliard de dollars, on peut toujours attendre la livraison. Cependant, en 2007, les Américains ont fourni 2.5 millions de tonnes de denrées à plus de 70 pays, d'une valeur de 2.1 milliards de dollars. La même année, ils ont fourni 1.5 million de tonnes de denrées alimentaires au titre d'aide d'urgence à 30 pays, pour une valeur estimée à 1.2 milliard.
- De son côté, le secrétaire général de l'Onu a appelé les pays donateurs à répondre urgemment à la priorité de « nourrir les affamés », et de répondre aux appels de fonds lancés par certaines de ses agences, comme le Programme Alimentaire Mondial(PAM). Ce dernier avait lancé un appel pour récolter les 483 millions d'euros qu'il lui fallait pour poursuivre ses activités, en plus de son plan de 1.09 milliard d'euros nécessaire pour mettre des « graines » à la disposition des pays les plus démunis. « Sans ces financements, nous ne serons bientôt plus en mesure de nourrir les déplacés et réfugiés du Darfour, du nord de l'Ouganda et de partout ailleurs », précise Josette Scheeran, la directrice du PAM. La hausse des prix des céréales a rendu nécessaire cette rallonge budgétaire, les plus de 3 milliards de dollars de budget annuel de l'organisation ne suffisant plus à acquérir des denrées toujours plus chères au fil des mois. « Sans ce financement, nous courons le risque d'assister à de grandes famines, à l'aggravation de la malnutrition et des tensions sociales à une échelle jusqu'ici inconnue », analyse Ban Ki-Moon. D'ailleurs, ce dernier a réitéré sa demande de verser 300 milliards de dollars comme aides aux pays pauvres, et ce lors du « sommet des 20 » organisé début avril 2009 à Londres, et qui a adopté une rallonge de 1100 milliards de dollars pour sortir l'économie mondiale de la crise. Le secrétaire général de l'ONU a saisi par la même occasion la parole pour minimiser le fait que l'Italie, pays qui réunira les chefs du G8 l'été prochain, n'a pas tenu ses promesses concernant les dons promis pour l'Afrique depuis 4 ans déjà, lorsque son économie battait des ailes.
- D'un autre côté, le Fonds des Nations Unis pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) avait demandé 1.08 milliard d'euros pour accélérer la production agricole dans les pays les plus touchés.
- Toujours dans cette même perspective, le ministère britannique du Développement international a dégagé une aide de 37 millions d'euros et a confirmé le déblocage de 502 millions d'euros sur cinq ans pour l'aide à l'agriculture locale dans les pays pauvres...La dépression économique britannique permettra t-elle de tenir ces engagements ?

Partant du constat que *« la part de l'agriculture dans l'aide au développement est passée de 17% à 3% au cours des vingt dernières années »*, et que la tendance est bien visible a niveau de la Banque mondiale et la plupart des banques régionales qui ont, elles aussi, fortement diminué leurs dons et leurs prêts aux filières agricoles dans les pays en développement, beaucoup de spécialistes pensent que ces aides alimentaires, s'elles se réalisent, ne soulageront pas la pénurie ou les hausses des prix dans le long terme, tout l'effet qu'elles produiront ne peut à la limite n'être qu'à court terme. Ils avancent même que ces aides peuvent avoir un effet négatif sur les marchés locaux, qui sont généralement de petite taille et faiblement compétitifs. Ces marchés seront d'un côté fragilisés par des flux d'aide alimentaire gratuite ou à bas prix, et de l'autre côté, on peut même assister à un report du développement puisque certains régimes autocrates éviteront de se lancer dans des plans ambitieux de réformes et de relance économique.

2- Vers de nouveaux plans stratégiques de développement agricoles :

L'un des grands problèmes de développement de ces vingt-cinq dernières années est la réduction « drastique » des investissements dans le secteur agricole, en faveur des secteurs immobilier et de services. D'ailleurs, le rapport 2008 de la Banque Mondiale consacré à

l'agriculture, ne revient-il pas sur les nouvelles bases du développement en disant qu'elles passent par l'agriculture. Ce changement d'orientation ne peut être que de bon augure.

En effet, le président français ne regrettait-il pas « l'abandon des cultures vivrières dans les pays en développement », lorsqu'il a dénoncé « l'erreur stratégique historique » des grandes institutions financières et économiques internationales qui ont administré une recette spéciale aux pays en développement en les poussant à intensifier des cultures d'exportation comme le coton au détriment des agricultures familiales et vivrières, dans le but de remboursement des dettes des pays pauvres endettés. Un pays comme le Sénégal, qui exportait jadis du riz, base primordiale de son alimentation, ne se retrouve-t-il pas importateur de cette denrée dans un contexte de cherté du prix du pétrole, induisant des coûts de transport prohibitifs. Et en Côte d'Ivoire, n'a-t-on pas négligé les cultures vivrières comme le riz, le maïs, le sorgho ou le mil, au profit d'autres cultures exportatrices comme le cacao, le café ou l'hévéa.

Or le président français n'a pas dévoilé l'autre « face » de la situation, qui est le protectionnisme des pays développés en matière agricole. En effet, 85% des africains vivent dans des communautés rurales et font donc de l'agriculture l'activité principale pour se nourrir. Or les différentes politiques protectionnistes élaborées à travers la politique agricole commune de l'Union Européenne, et la politique agricole américaine, basées sur la subvention des agriculteurs, ont fermé la porte de l'Europe et de l'Amérique aux produits agricoles africains, limitant ainsi les revenus qui auraient pu être réinvestis pour améliorer la production africaine. Cette production a donc subi les conséquences et a souffert d'un régime commercial entravé et injuste qui lui a été imposé par les pays développés. Cette constatation se justifie largement par les résultats de l'étude de la banque mondiale, selon laquelle : si les américains et les européens supprimaient ou réduisaient substantiellement les subventions versées à leurs agriculteurs, l'impact généré se traduirait par la sortie de millions d'africains de la pauvreté. En effet, les pays sous développés n'ont fait que subir la loi des grands au niveau du commerce international, cela suivant les propos mêmes du service de recherche du département d'Etat américain de l'agriculture qui avait mené en 2001 une étude mentionnant que les droits de douane constituaient la distorsion la plus importante de prix (52%), suivis par les politiques de soutien aux agriculteurs (31%), et les subventions à l'exportation (13%). Le commerce avec le monde développé ne s'est donc pas effectué sur un même pied d'égalité malgré les principes de la liberté des marchés. Moralité, Les pays en développement, africains surtout, sont devant des droits de douane élevés pour leurs exportations, ils subissent donc une concurrence déloyale et à un protectionnisme exagéré.

Selon plusieurs spécialistes, le modèle de développement imposé par l'Occident aux pays en développement en général et à l'Afrique en particulier, est un véritable échec⁵. En effet, l'agriculture a joué incontestablement un rôle très important dans l'économie de la plupart des pays en développement, que ce soit en termes de PIB, en termes d'échanges, d'exportation/importation, mais aussi en termes d'emploi, dans la gestion des ressources naturelles et dans l'aménagement du territoire. Pour cela le meilleur remède à la crise alimentaire devait être de doubler l'intérêt porté à cette branche d'activité, le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon ne disait-il pas qu'il fallait fixer un objectif très ambitieux: « doubler la production alimentaire d'ici 2050 » pour faire face aux besoins de la population mondiale qui va passer de 6 à 9 milliards d'humains ?

Cette idée a été reprise par bon nombre de spécialistes qui croient réellement que l'une des sorties possibles de la crise à long terme est le doublement de la production agricole d'ici à 2050, suivant la nécessité de la croissance démographique et de l'évolution des habitudes alimentaires. Cela devient même une urgence puisque le monde connaît une amélioration du niveau de vie, conjuguée à une augmentation de l'espérance de vie, ce qui entraîne l'augmentation de la

⁵ Lire par exemple le livre de Sanou Mbaye, Ancien fonctionnaire de la Banque Africaine de Développement, paru en décembre 2008, aux éditions de l'Atelier.

consommation de viande, et par conséquent les besoins en céréales pour nourrir le bétail également. Pour certains stratégies, les émeutes de l'année dernière contre la "vie chère" nécessitent de revoir le rythme de la production, qui doit augmenter en quantité et en vitesse. En effet, selon les projections 2007 du centre américain de recherche « Food and Agricultural Policy Research Institute (Fapri) », le monde aura besoin de 200 millions de tonnes de céréales supplémentaires dès 2015 – il en a produit 2,1 milliards en 2007. Or pour produire plus, il y a deux possibilités : soit augmenter la surface, soit améliorer les rendements. Or s'il y a à peine 1,5 milliard de terres cultivées à l'échelle mondiale, il y en a 4 milliards de cultivables, mais avec bien sûr différents rendements, suite à la logique de la théorie de la « terre marginale » : les terres cultivées aujourd'hui sont meilleures et plus accessibles, et donc à moindre coût comparées à celles cultivables. En plus s'il est possible d'accroître la surface des terres cultivées, cela se fera au détriment des forêts ou des pâtures qui représentent des surfaces importantes pour le stockage du carbone et la biodiversité", explique Bruno Dorin, chercheur au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad). La question majeure revient donc à un simple arbitrage concernant les pâtures servant à l'alimentation animale : ne vaut-il pas mieux laisser brouter le bétail que de cultiver des céréales pour le nourrir?"

Néanmoins, la chose sur laquelle on peut être tous d'accord, c'est que l'élévation des prix agricoles doit être parmi les principales incitations à produire davantage. Les marges de manœuvre dans ce sens sont importantes, comme le montre la « revue Perspectives agricoles » de l'institut Arvalis. En effet, en reprenant les zones de production une à une, les économistes de l'Institut concluent que :

En Amérique du Sud, il reste un important potentiel des terres à mettre en culture, hors région amazonienne et prairies, principalement au Brésil. "Cependant, plus on y défriche, plus on se dirige vers le centre du pays, donc loin des zones de consommation et des ports. La logistique reste un frein puisqu'il y a peu d'infrastructures routières". En Argentine, il a des possibilités d'accroissement des rendements, à condition que les ressources financières soient à la portée des agriculteurs pour qu'ils puissent les investir.

En Amérique du Nord, On avance la thèse d'un possible changement d'affectation des terres au profit des céréales⁶. D'ailleurs, si les surfaces disponibles sont peu nombreuses, on y trouve de bonnes terres (13 millions d'hectares en jachères aux Etats-Unis). Côté rendements, on peut espérer des innovations importantes pour le maïs, mais il paraît que les américains préfèrent se lancer dans les biocarburants.

Dans l'Union européenne, Il est possible, selon la Commission, d'augmenter dans les dix prochaines années la production de céréales de 50 millions de tonnes (256 millions en 2007). Ceci est envisageable en gagnant 38 millions par une hausse annuelle de 1 % des rendements, le reste provenant d'hectares supplémentaires, qui n'utiliseront pas la jachère. Mais si la vieille Europe ne peut espérer une nette amélioration des rendements⁷, c'est dans les nouveaux Etats membres que ces derniers peuvent réellement progresser.

En Asie et en Australie, l'essentiel des efforts pour accroître les rendements a déjà été effectué en Australie, sauf si on s'oriente vers des variétés résistantes à la sécheresse. Pour la Chine et l'Inde, le manque d'eau représente un problème sérieux puisque l'urbanisation grignote notamment

⁶ Comme cela a été indiqué dans les "*Perspectives agricoles 2008-2017*" de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la FAO, publiées en mai 2008

⁷ Selon une étude du ministère français de l'agriculture publiée le 30 mai 2008, le blé s'est stabilisé depuis dix ans en France autour de 70 quintaux par hectare, contre moins de 30 au début des années 1960.

les meilleures terres agricoles. Cependant l'histoire récente a montré que c'est en Asie que les rendements ont le plus progressé, notamment en Inde, suite aux différentes « révolutions vertes ». "Il sera difficile d'y intensifier la production, d'autant plus que l'on y pratique déjà plusieurs cultures par an sur une même terre", explique M.Dorin.

En Russie et autour de la mer Noire, on relève un fort potentiel d'anciennes terres agricoles que le monde peut remettre en culture. En Russie, selon Arvalis toujours, plus de 20 millions d'hectares de céréales ont disparu ces quinze dernières années, ils peuvent attirer de nouveaux investisseurs si les prix restent incitatifs. Cependant, ces derniers peuvent ne pas s'y lancer tant que le délai et le coût de la remise en culture, ainsi que les problèmes de propriété foncière ne sont pas résolus.

Du côté de l'Afrique, on relève qu'en plus des 210 millions d'hectares qui sont cultivés actuellement, on pourrait y rajouter quelques 800 millions autres, dont presque la moitié représenterait de très bonnes terres. Mais l'Afrique peut-elle relever ce défi à moyen terme, selon les experts d'Arvalis, la réponse est négative. Cependant, *"Nombreux sont ceux qui ont une vision catastrophiste de l'agriculture africaine. Pourtant, en vingt-cinq ans, l'Afrique de l'Ouest a doublé, voire triplé sa production en consommant des surfaces sur le mode de l'exploitation extensive"*, plaide Roger Blein⁸, quoiqu'il reconnaisse la fragilité et la rare fertilité des sols africains, la faible formation des agriculteurs, le manque d'accès aux intrants, les difficultés de financement et du crédit ; les problèmes de logistique de stockage et d'infrastructure de transport.

On vient donc de présenter les potentialités possibles pour le développement de la production agricole mondiale. Cependant, pour produire plus et vite, l'OCDE et la FAO misent surtout sur les gains de productivité, plutôt que sur les terres. Toutefois, le recours aux engrais sera moins avantageux qu'avant, car leurs prix flambent, ce qui pourra orienter l'agriculture vers une *"intensification écologique"*.

« Sans révolution verte, point de salut ». La Banque Africaine de Développement (BAD) a rendu ses conclusions à l'issue de la « Conférence pour la relance de l'agriculture en Afrique : incidences sur la résolution de la crise alimentaire ». Les représentants des 30 pays présents sont parvenus à un consensus sur l'urgence de la situation, et les solutions à lui apporter : Coopération régionale et sous-régionale⁹, développement de la recherche pour créer le progrès technique, une meilleure appréciation du marché mondial, l'application de règlements communs.

On s'accordera donc sur le fait que tout l'enjeu pour les pays en développement, surtout africains, c'est de réussir la « révolution agricole », tout en évitant les soubresauts réalisés par les pays développés dans la deuxième moitié du siècle dernier ; en effet, il n'est plus permis de gaspiller les énergies fossiles, de polluer la planète et de dépenser l'eau à flot, ce qui rend toute tentative de développement agricole plus difficile. Cela nécessitera donc de travailler en parallèle sur la maîtrise de l'environnement, le non gaspillage de l'eau, les énergies renouvelables, c'est-à-dire une agriculture de conservation des ressources et de préservation de la forêt, et limitant les émissions de gaz à effet de serre. Cette révolution agricole efficace doit s'accompagner d'une action à long terme

⁸ Coauteur d'une étude sur la question publiée, en février 2008, par la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM).

⁹ L'accroissement du commerce entre pays africains de moins de 5% générerait plus de 70 milliards de dollars en revenus annuels supplémentaires, chiffre supérieur aux recettes du continent en termes d'aide extérieure annuelle. Selon les statistiques du F.M.I en 2005, le commerce entre pays africains ne représentait que 9% de la richesse de ces pays, contre 43% entre les pays d'Asie. Pire encore, la part de l'Afrique dans le commerce mondial est passée de 6% à 2% lors des deux dernières décennies.

qui est d'ordre structurel et portant sur l'augmentation de l'investissement public dans les infrastructures de base, les routes, les lieux d'entreposage et de stockage.

Cependant, une question importante doit être résolue : Devant le retournement récent de la situation au niveau des prix des denrées alimentaires, vers des prix moyens, les Etats Africains ne seront-ils pas détournés de cette œuvre ambitieuse : bâtir une agriculture d'avenir amenant l'autosuffisance et l'indépendance? L'histoire récente nous a appris que la baisse des prix du pétrole du milieu des années 80 a stoppé les investissements dans la prospection et dans le raffinage, résultat après 20 ans, les vieux puits s'épuisaient en cascade et l'outil de raffinage était devenu caduque ne permettant plus de satisfaire la transformation de la demande qui s'oriente de plus en plus vers les produits légers. Peut-on là aussi rattraper le retard ? Difficile à dire. D'autant plus que la situation financière de l'Afrique n'est pas en mesure de permettre ces grands investissements. La FAO avait en effet estimé les besoins d'investissement annuels dans l'agriculture à environ 30 milliards de dollars. Or à Rome, l'année dernière lors du dernier sommet de la FAO, « il y a eu des promesses d'investissement pour un montant de 11 milliards de dollars ». Donc même si cela semble insuffisant au regard des besoins, il faut se lancer dans l'aventure. L'avenir restera incertain et toute pierre posée dans cette réforme serait une partie de ce grand édifice, « une Afrique autosuffisante alimentaires ».

3- Intégration Régionale des Marchés des produits alimentaires : Cette intégration doit être observée sur le plan de la stabilisation des marchés et de la sécurité collective des différents pays composant le marché régional (pays du Maghreb ou Pays de l'Afrique de l'Ouest par exemple), car la sécurité alimentaire est un sujet sensible et stratégique. Une réaction négative a été en effet observée lors de la crise alimentaire lorsque les pays d'une même région ont cherché à se satisfaire d'abord, en se renfermant sur soi-même. D'ailleurs cette refonte de la vision de l'intégration régionale peut s'inspirer de l' « Offensive régionale pour la production alimentaire et contre la faim », entamée par l'Afrique de l'Ouest dans son volet concernant l'organisation des marchés et des filières.

4- Amélioration des dispositifs : Cela concerne les dispositifs de veille et de prévention des crises alimentaires, ce qui permettra d'améliorer les conditions et les capacités de stockage, de réserves, de transformation et de distributions (routes, marchés...), de même qu'elle permettra de débloquer à l'avance les fonds nécessaires pour se prémunir contre les premiers effets de la crise, surtout pour les populations vulnérables.

5- Développer une batterie de mesures urgentes anticrise : Cela se pratique à court terme et peut prendre la forme de mesures d'ordre fiscal (comme la suspension des droits de douane sur les denrées alimentaires de première nécessité ou la réduction / suspension de la TVA sur certains produits de première nécessité¹⁰), ou la fixation et le contrôle des prix des denrées nécessaires, ou la subvention des prix des intrants, comme le carburant, ou donner des aides aux populations vulnérables. D'autres mesures de type agricole peuvent être prises dans ce sens, on citera ici les exemples des programmes :

* « Plan vert » au Maroc,

* « grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance » au Sénégal,

* « Maïs de contre saison » au Bénin...

¹⁰ La première mesure a été appliquée par exemple par le Maroc, le Sénégal, le Mali, La côte d'Ivoire, la Guinée, le Bénin et le Burkina-Faso, alors la deuxième mesure a été appliquée par le Sénégal et la côte d'Ivoire.

6- Subventions étatiques: Les subventions étatiques dans la plupart des pays qui ont souffert de la hausse des prix alimentaires peuvent être un élément à double tranchant ; d'un côté elles soulagent les populations, mais de l'autre côté, elles peuvent l'aggraver. Ce deuxième avis est avancé par certains chercheurs qui confirment que « l'industrie de blé, par exemple, est monopolisée par de grands exploitants, qui restent très proches des milieux politiques, et reçoivent donc des subventions massives de l'Etat, ce qui a tendance à décourager la concurrence loyale des nouveaux arrivants sur le marché de la production, mais aussi à évincer tout effort d'innovation et d'amélioration de la productivité, ce qui peut entraîner une lente réactivité face aux crises et aux pénuries. Au Maroc par exemple, la « caisse de compensation » a pour but de subventionner la farine de base et le sucre, or ce sont les minoteries et les intermédiaires qui bénéficient de la part de lion de cette subvention, le consommateur final nécessiteux, lui subit la surenchère des spéculateurs.

7- Baisse des taxes : Il paraît qu'en Afrique, les intrants agricoles sont payés aux prix les plus chers au niveau mondial. Certaines voix se sont donc élevées pour demander la baisse permanente des taxes sur les produits alimentaires, pour permettre une protection du pouvoir d'achat. Cependant, les pouvoirs publics sont toujours réticents à ces baisses des taux qui affectent leur budget, et par la suite diminuent leur champ d'intervention (moins de ressources signifie moins de chantiers ouverts). Il y en a même qui prétendent qu'il faut produire localement les intrants au lieu d'aider à leur importation à des coûts moindres.

8-Réforme structurelle de la FAO : Le président Abdoulaye Wade a demandé au cours de l'année dernière, et en plein milieu de la crise alimentaire, la suppression de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Une façon pour le président sénégalais de condamner l'institution pour son « échec » dans la gestion de la crise alimentaire qui secoue plusieurs pays du monde. Un avis partagé en partie par un journaliste spécialiste de la question alimentaire, Ram Etwareea dans une analyse publiée sur le site du quotidien suisse Le Temps. Les raisons de cette idée est que cette institution est paralysée dans son fonctionnement depuis plusieurs années ; bureaucratie coûteuse et lourde, contrôle excessif, concentration du pouvoir, manque de communications entre le siège et le terrain, des doubles emplois... sont parmi les anomalies relevées à ce sujet...Ce fonctionnement a certainement été l'une des raisons qui ont poussé certains donateurs à retenir leur donations¹¹, et ont annoncé qu'ils ne contribueraient plus aux aides si des réformes en profondeur ne sont pas entamées par l'organisation.

9- Optimisation des investissements étrangers : certains analystes, parmi lesquels on cite Alain Joyandet, secrétaire d'Etat français, avancent que « l'arrivée des investissements extérieurs ne peut pas se faire sans une protection des populations locales contre d'éventuelles crises alimentaires ». Cette idée a été avancée suite à la décision du groupe sud-coréen Daewoo Logistics d'acquérir quelques 1.3 millions d'hectares de terres à Madagascar pour développer la production de l'huile de palme et de maïs destinés à l'exportation. En effet, il faudrait repenser ce phénomène d'une manière cohérente pour les pays en développement, pour ne pas tomber dans des productions alimentaires massives destinées à l'exportation, consommatrices d'eau et détériorant les terres, sans pour autant trouver des solutions alimentaires pour les populations locales. Ce phénomène, qui devient de plus en plus massif, devient très répandu par les pays du Golfe, comme l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, le Koweït et les Emirats Arabes Unis, qui tentent de développer des cultures stratégiques, que ce soit au niveau du blé, du riz, du soja...dans des pays comme le Soudan, l'Egypte, les Philippines, le Laos, le Pakistan, le Vietnam, le Cambodge...Des millions d'hectares sont soit loués soit achetés pour dans des pays « hôtes » pour subvenir aux besoins des « nouveaux conquérants ». La principale préoccupation des Etats en développement doit être de préserver la ressource (eau, terre,

¹¹ C'était le cas par exemple de la Suisse, qui a rejeté le budget 2008-2009 de la FAO.

écologie...) tout en profitant de ces investissements étrangers. Des priorités stratégiques doivent être définies et défendues.